

Egypte. Le retour des militaires, un rempart contre Daesh ?

Marc Lavergne

▶ **To cite this version:**

Marc Lavergne. Egypte. Le retour des militaires, un rempart contre Daesh ?. Les Notes de la Fondation Jean Jaurès, 2016, 292, pp.1-6. halshs-01273752

HAL Id: halshs-01273752
https://shs.hal.science/halshs-01273752

Submitted on 13 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

ÉGYPTE :
LE RETOUR DES MILITAIRES, UN REMPART CONTRE DAESH ?

Marc Lavergne*

*Directeur de recherche au CNRS

En ce tournant de l'année 2015-2016, un sentiment de morosité flotte sur l'Égypte. Il semble que l'effet Sissi se soit estompé : l'enthousiasme des débuts, de la part de ceux qui rejetaient l'emprise des Frères Musulmans sur l'économie et la société, s'est évanoui, et a laissé place à un sentiment de malaise et d'inquiétude.

Il y a tout d'abord un problème de méthode : la brutalité du « maréchal » autoproclamé, sa radicalité face à toute manifestation critique, rappellent les pires heures des dictatures précédentes. Certains prétendent même que la situation des droits humains et des libertés publiques est pire que sous Moubarak. En effet, avec 40 000 prisonniers politiques – qui sont loin d'être pour la plupart des activistes avérés, et d'être tous de la mouvance des Frères Musulmans –, l'Égypte bat ses propres records. D'autant que le nombre déjà impressionnant en lui-même, ne reflète pas la réalité des tortures et des humiliations systématiques, de l'absence de jugements, ou des procédures expéditives menées par des juges aux ordres.

D'une part, cette politique ne permet pas la réconciliation nationale et l'apaisement indispensables pour dégager les voies d'un avenir prospère et stable ; d'autre part, elle provoque un sentiment de rejet dans de larges couches de la société et risque de jeter la jeunesse dans les bras de Daesh ou de nourrir les rebellions tribales des nomades bédouins vivant sur les 90 % désertiques du pays. On a ainsi l'impression que le pouvoir fabrique lui-même les opposants qui lui permettent de se légitimer et d'obtenir l'aide de ses alliés arabes ou occidentaux.

On peut se demander si cette politique du *big stick* n'est pas un effet de l'incompétence de l'armée à diriger le pays. Le temps est en effet passé, s'il a jamais existé, où l'armée égyptienne avait une certaine légitimité à prétendre gérer la société et l'économie égyptiennes. Il s'agissait en effet d'un corps professionnel structuré, discipliné, compétent, reflétant dans sa composition les diverses régions du pays, ouvert socialement à l'ascension au mérite. Or ce corps s'est mué en un cartel d'officiers supérieurs surtout préoccupé de prébendes tirées de sa mainmise sur l'économie, et inconscient des mutations d'une société toujours plus nombreuse (90 millions d'habitants), plus urbaine, donc plus éduquée, plus diversifiée et plus ouverte sur le monde grâce aux réseaux sociaux.

Fondation Jean Jaurès

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

Fait nouveau, l'autoritarisme et le dirigisme de l'armée, dont le service de l'État masque mal son parasitisme, contrarient également les intérêts des nouveaux milieux d'affaires acquis au néolibéralisme et à la mondialisation. Ceux-ci s'inquiètent de l'instabilité régnant dans le pays, malgré l'omniprésence des forces de sécurité, et de l'image de l'Égypte qui en résulte à l'extérieur : les touristes ne reviennent pas, et les investisseurs égyptiens comme étrangers se font attendre.

L'économie : pensée magique et « cargo cult » à l'égyptienne

Le maréchal-président a donc comme ses prédécesseurs annoncé une politique de grands travaux, censés booster l'économie et insuffler enthousiasme et dynamisme à l'ensemble de la société. Comme ses prédécesseurs, il considère que l'Égypte ne pourra être sauvée que par ses marges, la vallée et le delta où s'entasse la population n'étant à ses yeux qu'un fardeau de misère inutile et ingérable.

Les deux grands projets qui ont été annoncés jusqu'à présent émanent de cette vision, qui reflète également le goût de l'armée pour de grands travaux qui ne nécessitent pas de mobilisation populaire ni de changements socio-culturels difficiles à maîtriser : le « doublement » du canal de Suez d'une part, la « Nouvelle vallée » de l'autre. Ces grands travaux permettent en outre à l'armée, principal acteur économique du pays, de s'attribuer les marchés de gros œuvre (excavation, terrassement, construction, etc.) pour lequel elle possède les engins et les compétences.

Mais au-delà, ces annonces, qui ne font que reprendre de vieux projets dont la rentabilité n'est pas assurée, montrent le peu d'imagination et de compétence de la dictature pour tirer l'Égypte de la grave crise économique et sociale dans laquelle elle s'enfonce.

Le doublement du canal de Suez : une assurance-vie par l'implication sur l'échiquier mondial

Le doublement du canal de Suez a fait l'objet de la première annonce, et d'un début de réalisation, avec une inauguration en grande pompe en présence du président français. Mais on peut se demander si ce projet repose sur une analyse sérieuse des besoins de l'économie mondiale, en termes de trafic attendu, et si son corollaire d'implantation de zones franches sur ses rives est bien réaliste. L'objectif annoncé d'attirer un million de migrants de la vallée et du delta ne correspond encore à aucun engagement tangible d'investisseurs, compte tenu du rapport entre le coût et l'employabilité de la main d'œuvre égyptienne.

Le maréchal-président a cependant trouvé un partenaire et un allié inattendu pour donner consistance à ce projet. Lors de la dernière visite du président Poutine au Caire à

l'automne 2015, la Russie a manifesté son intérêt pour des investissements dans les zones franches industrielles prévues sur le canal. Cela peut paraître étonnant dans la mesure où la Russie n'est qu'un émirat pétrolier du Nord, sans capacité industrielle mobilisable dans le cadre de l'économie mondialisée. L'Égypte n'est actuellement pour elle qu'une destination touristique hivernale et un centre de blanchiment de l'argent de ses mafias, en particulier dans l'industrie touristique de la mer Rouge. Mais outre la proximité personnelle entre les présidents Sissi et Poutine, cet intérêt russe participe de son grand retour sur la scène mondiale et régionale. L'annexion de la Crimée, la guerre avec l'Ukraine, le soutien au régime de Damas sont autant de pas en direction des mers chaudes, des océans circumplanétaires. Dans cette perspective, le canal de Suez est la clé de l'accès à l'océan Indien et des enjeux géostratégiques de demain.

L'Égypte cherche en échange, dans cette relation, scellée au cours des deux années passées par un échange de visites des deux dirigeants, une source de financement libre de conditions en matière de droits de l'homme et de démocratisation, mais aussi de contrôle des institutions financières internationales, et un soutien diplomatique qui complète et éventuellement compense l'alignement stratégique pro-occidental du pays.

Mais on peut se demander si cette alliance d'intérêts bien compris à partir d'une vision partagée des rapports de force à l'échelle planétaire et régionale ne dépend pas en définitive de l'avenir politique des deux dirigeants sur lesquels elle repose, et d'autre part sur les capacités financières des bailleurs de fonds, la Russie d'une part, mais aussi les monarchies du Golfe, les finances de l'une et des autres étant bien malmenées par la chute actuelle des cours du pétrole.

La nouvelle « Nouvelle vallée », un nouveau leurre ?

Le lancement fin décembre 2015 d'un nouveau projet de Nouvelle Vallée à l'ouest du Nil, avec la mise en valeur escomptée de 800 000 hectares de désert dans la dépression de Farafra, grâce à l'installation de millions de migrants venus de la vallée du Nil, est tout aussi aventureux. Il ne fait que reprendre le projet nassérien de la Nouvelle vallée des années 60, celui de Sadate de mise en eau de la dépression de Qattara à partir de la Méditerranée, ou de Moubarak de mise en culture de la dépression de Toshka plus au Sud, à partir du lac Nasser. Tous ces projets ont échoué, faute de terres fertiles au cœur du désert, faute d'approvisionnement en eau, ou faute de volontaires pour s'y exiler.

Tel que présenté par le maréchal-président lors de son inauguration le 30 décembre 2015, le projet vise à assurer la sécurité alimentaire de l'Égypte, aujourd'hui premier importateur mondial de blé, à soulager la pression démographique sur la vallée du Nil (plus de 90 % de la superficie du pays est occupée par les déserts), et à mieux contrôler les frontières de la Libye et du Soudan, aujourd'hui ouvertes à tous les trafics. Mais il y a là encore bien loin de la coupe aux lèvres, et l'on peut se demander si comme pour les projets précédents, il

ne s'agit pas là d'abord pour l'armée, friande de grands travaux à attribuer à ses sociétés de BTP, d'agiter un nouveau miroir aux alouettes pour attirer les investisseurs du Golfe.

Ce projet de développement hydroagricole, censé reposer sur les ressources d'eau souterraine de l'aquifère nubien, pose le problème du débit disponible, sans doute très faible par rapport aux ambitions, et de l'évacuation des eaux de drainage, nécessairement salées, hors de la dépression. Le projet risque donc de devoir recourir aux eaux du Nil, ce qui ne pourra qu'inquiéter les pays du bassin du Nil, et d'abord l'Éthiopie et le Soudan avec lesquels l'Égypte vient de signer un accord. Celui-ci marque un premier pas vers la reconnaissance par l'Égypte des besoins et des droits de ses voisins, et en particulier de l'Éthiopie, à bâtir son grand projet hydroélectrique, le barrage de la Renaissance, sur le Nil Bleu. Éthiopiens comme Soudanais sont des interlocuteurs coriaces et ambitieux, qui ne cachent pas leur volonté de mener à bien leurs projets hydro-agricoles ou hydroélectriques, avec ou sans l'aval de l'Égypte. Celle-ci a eu la sagesse de cesser de brandir des menaces de guerre ou de bombardement des barrages en construction ; mais elle ne semble pas avoir compris que la quantité d'eau disponible était désormais limitée : ses projets de colonisation agricole du désert ne sont plus envisageables au vu des projets d'amont, d'autant que le rapport de forces stratégique et diplomatique avec une Éthiopie en pleine croissance n'est plus en sa faveur.

L'Égypte refuse par ailleurs toujours de reconnaître que sa part d'eau du Nil est bien supérieure à ses besoins, alors que l'agriculture a été remplacée par les rentes extérieures comme première ressource du pays. La pénurie d'eau, cauchemar largement psychologique, provient du gaspillage des usages agricoles comme domestiques de l'eau auquel l'Égypte s'est livrée depuis la construction du Haut barrage d'Assouan, en ne cherchant pas à moderniser les systèmes d'irrigation, ni les réseaux d'adduction d'eau en milieu urbain.

Il est donc probable que la question du partage des eaux du Nil ne soit pas close avec cet accord, et qu'elle risque à tout moment de déraper avec un recours aux passions nationalistes, voire religieuses, aussi bien en Éthiopie qu'en Égypte, comme source de regain de légitimité des régimes en place.

Une politique extérieure dominée par la quête de bailleurs financiers et de soutiens militaires

Finalement, le nouveau régime égyptien, deux ans et demi après son accession au pouvoir en juillet 2013, semble avoir perdu la confiance des millions d'Égyptiens qui avaient cru en lui : non seulement la paix civile n'a pas été rétablie, mais l'Égypte est de plus en plus en proie au terrorisme islamiste et aux rebellions tribales, et le redressement économique espéré n'est pas au rendez-vous.

L'impression dominante est que le régime n'a pas de perspectives claires, hormis la quête des aides extérieures, et qu'il fait feu de tout bois pour donner l'impression d'avoir prise sur la réalité.

La seule ressource tangible de l'Égypte semble être sa capacité de nuisance, c'est-à-dire la menace que son implosion représente pour les monarchies voisines du Golfe. Avec la mise au pas du Qatar qui soutenait les Frères Musulmans, c'est un syndicat unanime mené par l'Arabie Saoudite qui s'assure que l'Égypte dispose des moyens de sa survie au jour le jour. Mais cette charge est de plus en plus lourde au fur et à mesure qu'elle se prolonge, d'autant que les besoins propres des monarchies, où se renforce une opinion publique revendicatrice, augmentent tandis que leurs ressources pétrolières diminuent rapidement.

L'Égypte est sommée, en échange, de mettre son armée au service de la protection de ces monarchies et aussi de servir de bras armé de l'Occident pour parvenir au retour de la stabilité en Libye. La question qui se pose est de savoir si cette armée, lourdement équipée de moyens modernes et coûteux, est en mesure de répondre à ces attentes.

L'armée égyptienne, une ressource mobilisable pour la défense des intérêts occidentaux et pétroliers ?

Au premier rang, l'Arabie Saoudite, inquiète d'une éventuelle dérive islamiste de l'Égypte, et de la menace que représente la bombe à retardement de la misère et de l'absence d'avenir de la jeunesse de ce pays, apporte un soutien financier vital pour le budget égyptien, et attend en échange un soutien sans faille, diplomatique et éventuellement militaire. Mais malgré la dotation à l'Égypte, par le budget saoudien, d'avions Rafale et de navires Mistral, en sus de l'aide financière annuelle des États-Unis, l'armée égyptienne ne peut pas être considérée comme opérationnelle, ni pour la défense des frontières du pays, ni pour le maintien de l'ordre intérieur, ni *a fortiori* sur des terrains extérieurs comme le Yémen ou la Libye.

L'armée est en effet composée d'une hiérarchie privilégiée, sans expérience opérationnelle, et plus investie dans la gestion de son patrimoine d'entreprises que dans la stratégie militaire, et d'une masse de conscrits sans formation et sans motivation, recrutés dans les catégories les plus déshéritées de la nation. Et en dépit des stages « obligatoires » de ses officiers aux États-Unis, l'armée a gardé la lourdeur technique et bureaucratique héritée non seulement des années de relations privilégiées avec l'Armée rouge, mais aussi d'un atavisme paysan qui la différencie des autres armées arabes de la région.

Si l'engagement de l'armée égyptienne au Yémen est exclu, après les cuisants souvenirs laissés par son aventure dans ce pays entre 1963 et 1967, il l'est à peu près autant en Libye, en dépit des espoirs mis dans ce soutien par les puissances occidentales. On ne devrait en effet pas sous-estimer les incompatibilités latentes nées de l'émigration massive de travailleurs et d'employés égyptiens en Libye depuis les années 70, source de

frustrations et de rancœurs du côté égyptien, de méfiance et de mépris du côté libyen. Et si l'aviation dotée de Rafale était appelée à bombarder des cibles en Libye, nul doute que cela entraînerait des conséquences dommageables en Égypte même, sans même évoquer le cas du pays fournisseur de ces équipements, considéré comme belligérant de fait par toutes les victimes des armes vendues dans la région.

Wishful thinking pour 2016

L'Égypte vient de recevoir une bonne nouvelle à la fin de 2015 : un gisement gazier important a été détecté au large des côtes méditerranéennes : il devrait assurer l'autonomie énergétique de l'Égypte pour une décennie. Mais il serait regrettable que cette chance retarde les décisions de réformes structurelles « anti-libérales » à mettre en œuvre grâce à ces recettes inattendues. En effet, la sortie du marasme multiforme dans lequel se débat l'Égypte ne réside pas dans des mesures annoncées de façon grandiloquente, en faisant l'économie de toute réflexion, mais dans une prise en compte des problèmes quotidiens des Égyptiens : éducation, santé, transports, logement, pollution, etc. Ces secteurs nécessitent des investissements qui seront à coup sûr plus productifs, et créeront plus d'emplois que les plans sur la comète qui se succèdent sans résultat. Et ce serait l'occasion de libérer les 40 000 prisonniers politiques et de mettre leurs talents à contribution : le retour à un État de droit et une pacification de la société passe par une amnistie générale et la restauration de la liberté de la presse, entièrement muselée après avoir goûté à une liberté salutaire pour toute la société au lendemain de l'insurrection du 25 janvier 2011.